

Inondations et pauvreté

Des sinistres qui se superposent

Les terribles intempéries de la mi-juillet ont provoqué des drames humains et d'immenses pertes matérielles, dans certaines vallées belges. Cinq mois après le choc de ces inondations ravageuses, quel regard porter sur cette catastrophe ?



Avec le soutien de

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis septembre, une commission d'enquête parlementaire au sein du Parlement wallon s'est mise à l'écoute des acteurs. Tour à tour viennent s'exprimer des responsables de la gestion hydraulique, de la gestion des barrages, du centre régional de crise, de l'IRM, des gouverneurs de provinces, les bourgmestres des communes sinistrées... [Le travail d'enquête semble fastidieux. Il jouera en tout cas les prolongations](#), s'étalant sur deux mois supplémentaires par rapport au délai initial prévu en fin d'année.

Sur le terrain, les stigmates sont encore vifs. Ils sont pour partie matériels, tangibles, pour partie dans les esprits, moins visibles. Concrètement, de nombreuses personnes se trouvent toujours dans du temporaire inconfortable. Environ 4.000 repas chauds sont distribués chaque jour. Et certaines personnes ne peuvent toujours pas prendre de douche chez elles, ou viennent aux portes de l'hiver de récupérer du chauffage. L'humidité se fait sentir encore et encore. La situation reste aussi très précaire pour certaines entreprises situées dans les régions sinistrées et les associations locales font face à une fragilité accrue. Car les traces de la catastrophe imprègnent aussi les esprits, les vécus. Après l'extrême urgence, où il fallait sauver des vies, déblayer, essayer d'assurer le minimum..., il a fallu réaliser ce qui s'était passé. [Les contrecoups sont inévitables face à « un traumatisme qu'on a du mal à imaginer »](#), comme l'explique Paul Rixen, coordinateur pour Action Vivre Ensemble sur la Province de Liège.

« *L'aide dite primaire reste nécessaire* », constatent sans détours les deux commissaires spéciales à la reconstruction des zones sinistrées¹. Elles font état d'une situation encore très compliquée à de nombreux endroits, quatre mois après les inondations. Elles évoquent tant la problématique de l'énergie et de l'équipement des habitations que le poids des démarches auprès d'experts, d'assureurs, ou le burn-out vécu par des sinistrés face à l'ampleur du drame. Plus fondamentalement encore, les personnes et les administrations sont [face à l'impossibilité de se projeter dans l'avenir](#), constate Gérard Hansen, président de l'association Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam à Pepinster. « *Quand on ne sait pas se projeter, on ne sait pas se (re)construire* ».

La phase aigüe étant passée, l'élan de solidarité de la première heure doit prendre une nouvelle forme et tenter d'éviter l'essoufflement. En témoigne l'appel de la Croix-Rouge qui recherche des bénévoles prêts à s'impliquer de façon régulière, pour développer « l'aspect plus social » des points d'accueil². Se pose surtout un enjeu essentiel aux yeux de Gérard Hansen, celui de [\(re\)nouer le terrain de la citoyenneté, du bénévolat avec les services institutionnalisés, pour ne pas continuer d'agir en parallèle, mais de concert, en lien](#).

¹ Dans le journal *L'écho*, 27 novembre 2021.

² Voir propos de Lucas Herkenne, responsable Croix-Rouge pour la zone de Trooz, sur rtbe.be/info, le 25 novembre 2021

Échos d'associations de première ligne

À l'initiative d'Action Vivre Ensemble et de l'ASBL De bouche à oreille, une journée de rencontres a été organisée entre le climatologue Jean-Pascal van Ypersele et des associations touchées par les inondations, à Eupen, Dolhain, Pepinster et Verviers. Ce qui suit est extrait de cette visite sur le terrain.³

Des effets profonds

« *Les gens sont dans une détresse incroyable. Des enfants qui ont peur de la pluie* », constate Julie Kuetgens coordinatrice de l'ASBL La Page, active entre autres dans l'aide à la jeunesse.

Aggravation des problèmes

« *Ce qui nous inquiète surtout, c'est la problématique du logement* », indique Océane Drooghaag, assistante sociale à l'ASBL Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam à Pepinster. *La situation est encore pire qu'avant et nous n'avons malheureusement pas beaucoup de prise là-dessus.* »

Impacts sur les lieux repères

« *Tout notre travail a été impacté. Tout ce qu'on a mis en place depuis 40 ans a pris l'eau* », confie Raphaël Gillot, de la Maison de jeunes Récollets à Verviers. « *Les jeunes ont fui le centre de Verviers*, poursuit le coordinateur, Yves Reuchamps. *En même temps, je les comprends. Qui aurait envie d'aller se poser près de la Vesdre pour le moment ? Et chez nous, ça pue ! (...)* Ils viennent de vivre une rentrée scolaire encore compliquée. Certains n'ont toujours pas pu regagner leur domicile... Ils tentent d'abord de se concentrer sur les cours. Leur réalité, pour le moment, c'est celle-là. »

Besoin de se réunir

« *Il y a un réel besoin pour les personnes de se réunir. C'est très important pour ces personnes de pouvoir parler de leur vécu et de se retrouver* », « *certaines ont absolument tout perdu* », explique Bianca Croé coordinatrice de Viertelhaus Cardijn à Eupen, une maison de quartier fréquentée normalement par 200 à 300 personnes, chaque semaine et sinistrée par les inondations. Elle constate un besoin de dire intarissable.

Prise de conscience

« *L'eau est montée jusqu'au 3/4 du premier étage ! On n'aurait jamais imaginé ça. Il y a eu le barrage d'Eupen, mais j'ai aussi pris conscience du changement climatique. Je ne suis pas militant à la base, ou intéressé par le climat. Mais je vais apprendre !* », explique Joël Humblet, bénéficiaire aujourd'hui bénévole pour la Société Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam à Pepinster.

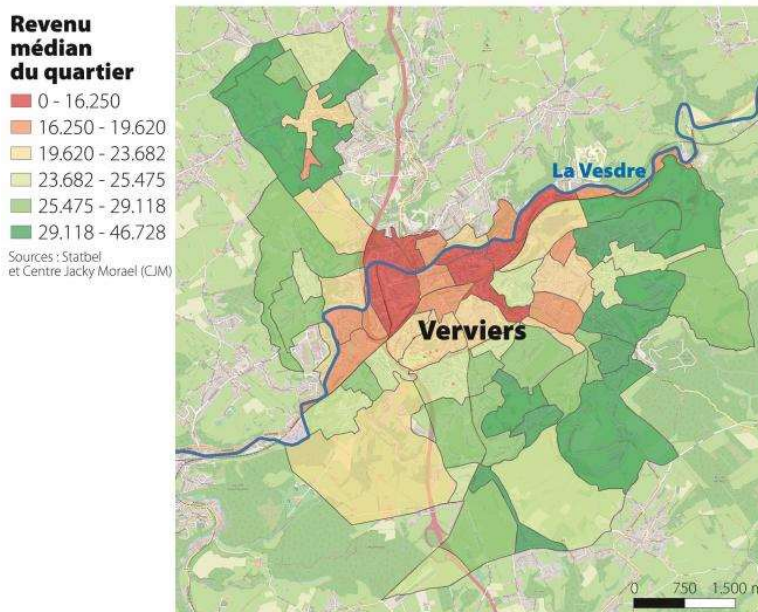
³ <https://vivre-ensemble.be/dereglement-climatique-et-urgence-sociale-jean-pascal-van-ypersele-a-verviers-3028>

Un sinistre qui aggrave une précarité déjà grande

Comme la crise sanitaire qui, se superposant à une dégradation sociale préexistante, aggrave la situation de personnes déjà appauvries, les inondations de l'été ajoute à la précarité. « (...) *s'il est vrai que les inondations ont très gravement impacté les écoles, les commerces, les entreprises, les cabinets médicaux, vétérinaires, les services publics, etc., et qu'il est indispensable de les aider à surmonter leurs difficultés et à réfléchir sur le futur, il n'en reste pas moins que ce sont, principalement, les populations pauvres et précarisées qui ont payé le plus lourd tribut à ce déluge catastrophique et vont le payer pendant encore bien des années.* » Ce sont les mots de Joseph Charlier quelques semaines après la catastrophe. Proche des habitants de la Vallée de la Vesdre – il réside dans le pays de Herve limitrophe -, l'homme a un regard aiguisé sur les situations de pauvreté. Il a été, avec d'autres, à l'origine du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), aujourd'hui acteur incontournable.

Ses observations sont identiques à celles de Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP. Elle estime de surcroît que *l'impact accru sur les plus pauvres, n'est pas un hasard. « C'est parce qu'ils n'ont pas le choix de se loger mieux. Les logements moins chers sont toujours moins bien localisés, moins confortables, plus petits, plus fragiles, dans des zones où il y a plus de danger. »* Et de relayer une parole entendue parmi de nombreuses autres : « *On n'avait déjà rien. Maintenant, on a moins que rien. C'est vraiment terrible...* ».

Un article paru dans le journal *Le Soir*, fin juillet, faisait également état de cette réalité : « *les inondations meurtrières et ravageuses de la mi-juillet ont d'abord frappé les quartiers les plus populaires voire les plus pauvres des villes et communes traversées par les eaux.* » Carte de la vallée de la Vesdre à l'appui, on voit clairement la répartition des populations selon les catégories de revenus des habitants.⁴



Sources : *Le Soir*,
29 juillet 2021

⁴ Voir aussi Atlas de la Vesdre, paru dans le magazine *Wilfried*, n°17, automne 2021, p.48-49.

« La vallée de la Vesdre est victime de sa configuration – une des plus belles vallées du monde d’après Victor Hugo, mais particulièrement encastrée – et victime de son histoire », explique Gérard Hansen. La vallée a connu un développement industriel grâce à la qualité de l’eau pour le lavage des laines et un déclin très rapides, sur 60-70 ans. Ce développement de l’industrie textile s’est accompagné de la construction hâtive de logements pour la main d’œuvre en nombre qui était nécessaire. Ainsi s’est dessinée la configuration des lieux d’aujourd’hui : des maisons ouvrières qui « s’alignent le long de l’eau, de Dolhain aux portes de Liège, là où se trouvaient et se trouvent encore les entreprises pourvoyeuses d’emplois, tandis que les ‘beaux quartiers’ ont pris leurs aises sur les collines, à l’abri des flots », comme le décrit Eric Deffet, dans le journal *Le Soir*⁵.

Partageant ce constat lors de sa visite sur les lieux, le climatologue Jean-Pascal Van Ypersele estime qu’il y a lieu de **lier davantage la nécessité de lutter contre les changements climatiques et de lutter contre la pauvreté** : « Il y aura moins de victimes graves des changements climatiques à l’avenir si, d’une part, il y a moins de pauvres et si, d’autre part, il y a des changements climatiques moins violents ».⁶

Une inégalité connue

Avant les inondations de cet été, Jacques Teller, professeur d’urbanisme à l’ULG, faisait état de **travaux sur les inégalités sociales face aux catastrophes naturelles**, en particulier les risques de débordements des eaux en région liégeoise. Le croisement des données sur les logements en zones inondables et le niveau socio-économique des habitants amenait à cette conclusion : « Les populations les plus précaires ne sont pas nécessairement celles qui sont installées dans les zones les plus exposées. Par contre, si on analyse le niveau de précarité sur une échelle de 1 à 5 – le niveau 1 étant celui le plus précaire –, les populations de niveau 2 sont plus exposées, alors que les populations les plus aisées ont tendance à être moins exposées. On le sait, les populations plus aisées en province de Liège ont tendance à s’installer sur les plateaux. (...) De façon générale, la population moins aisée est donc plus exposée. »⁷

Avec des variations d’un arrondissement à l’autre : « À Huy-Waremme par exemple, ce sont les populations plus aisées qui sont plus exposées. Cette situation est liée aux choix résidentiels des ménages. On parle d’aménités environnementales – les éléments environnementaux qui contribuent à la qualité de vie comme les espaces verts, l’accès au paysage, l’accès à la mobilité – et de désaménités – par exemple la proximité par rapport aux implantations industrielles ou l’exposition à la pollution de l’air. La présence d’un cours d’eau peut être à la fois une aménité et une désaménité. » Mais, expliquait encore le

⁵ www.lesoir.be/386515/article/2021-07-29/les-quartiers-ravages-par-les-inondations-sont-souvent-les-plus-pauvres

⁶ Pour approfondir les liens entre environnement et pauvreté, lire Action Vivre Ensemble, *Urgences sociale et écologique, à la croisée des chemins*, étude 2021. Consultable sur <https://vivre-ensemble.be/dossier-thematique-2021>

⁷ Jacques Teller : « Avec le changement climatique, il est fort probable que les inégalités environnementales liées aux inondations s’exacerbent », dans *Alter Échos* n°494, 3 juin 2021. www.alterechos.be

directeur du laboratoire LEMA (Local Environment Management and Analysis), [les ressources pour faire face au risque d'être inondé sont inégalement réparties dans la population.](#)

Mal logés en croissance

Comme l'explique Joël Humblet actif auprès de la Société Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam à Pepinster, retrouver un logement quand on est sinistré est loin d'être simple. Lui, a finalement trouvé un studio transitoire qu'il louera pendant un an, le temps de se retourner. *« J'ai fait pas mal de recherches dans toute la région verwiétoise et on le voit, les loyers ont augmenté depuis les inondations, et les propriétaires sont plus exigeants aussi, que ce soit par rapport aux animaux de compagnie, mais aussi aux enfants. »*

Mauricette Lambotte, volontaire pour la Saint-Vincent-de-Paul à Pepinster, souligne une autre difficulté : *« La plupart du temps, les personnes sinistrées sont des locataires et non des propriétaires »*. Les démarches pour les travaux relèvent du propriétaire et les priorités peuvent différer entre locataires et propriétaires. Autre problématique encore : certaines personnes locataires, qui ont eu la chance d'échapper aux inondations, se voient contraintes de quitter leur logement pour céder leur place à leurs propriétaires sinistrés réinvestissant leur location pendant les travaux de leur logement principal⁸.

Enfin, ça se bouscule dans la recherche d'un logement. Et pour les personnes qui avaient déjà du mal à en trouver un, la prospection est plus complexe. On le voit, des formes de « mises en concurrence » sur les logements disponibles ne sont pas favorables aux personnes en difficulté déjà avant les inondations.

[Faire face au relogement et « mal-logement » \(problèmes de chauffage, de moisissures...\) des personnes socio-économiquement défavorisées s'impose.](#) Alors que les contraintes urbanistiques consécutives aux inondations vont se renforcer, leur situation *« doit être dans les têtes chaque fois qu'on aborde les questions de reconstruction ou de réaménagement du territoire »*, insiste Christine Mahy.

Davantage qu'un toit, un lieu de vie

« Au-delà d'un toit, un logement, c'est une inscription dans un quartier, c'est habiter quelque part. C'est avoir des liens avec des crèches, des écoles, des lieux de formation... Pour les personnes plus âgées ou plus isolées, cet endroit où on joue aux cartes, ce café où on a l'habitude de boire un thé ou une bière, c'est très important », soutient le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

⁸ Possibilité de mettre fin à un bail, pour occupation personnelle ou d'un membre de la famille du propriétaire, sauf si cela a été exclu ou limité dans le contrat de bail. Avec un préavis d'au moins 6 mois, pour un bail de 9 ans. Plus d'infos sur : www.droitsquotidiens.be

Autour du lieu de vie, se construit bien souvent un équilibre dans la vie de famille, dans la vie de couple et dans la vie sociale. Cet équilibre, la précarité le rend fragile. Il demande énergie et système D aux moins bien lotis pour être maintenu. Le risque de basculement est grand avec les changements de logements et les déménagements imposés après les inondations.

Des familles devenues sans papiers

Les inondations ont souvent aussi détruit tous les papiers administratifs des familles. *« Même quand le logement est 'réhabitable', il y a une perte d'identité et de statut. Les gens n'ont plus leurs documents d'identité, de chômage, de pension... Il faut reconstituer tous ces dossiers. »* Sans le document de composition de ménage, comment obtenir l'allocation de rentrée scolaire, par exemple ? Ces démarches administratives qui pèsent déjà lourd sur certains sont rendues plus complexes encore. *« On ne doit pas ajouter des épreuves à l'épreuve. Il faut que les administrations aient une attitude proactive en vue de recomposer les dossiers pour les gens »*, plaide le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

En outre, ce qui doit être construit va au-delà d'un toit. Ce qui doit être apporté, c'est autre chose que de la nourriture et des vêtements. Ils ont été nécessaires certes mais les besoins ont été rencontrés assez rapidement (parfois même de manière anarchique et saturée). Comptent autant le lien social, l'accès au savoir, le sentiment de dignité, les espaces d'exutoires pour les jeunes (les plaines, les salles de sports...), les lieux d'écoute et d'échanges (du petit café du coin, à l'association de quartier),... [Tout cet invisible dans les médias vital pour la reconstruction en profondeur sur le long terme.](#)

Reconstruire en écoutant d'abord

« Un effort majeur d'écoute en profondeur, devrait être entrepris avec résolution, vers, vis-à-vis, et avec ces milliers de personnes sinistrées, réclamait Joseph Charlier aux parlementaires wallons dans une lettre qu'il leur adressait quelques semaines après les inondations. Il faut connaître ce qu'elles ont vécu. L'entendre. Le comprendre. L'archiver. Ne pas oublier. Partir avec elles de leur vécu, de leurs douleurs. Remonter la pente. (Re)construire ensemble avec elles au propre comme au figuré : le mental, le psychique, le lien social, le matériel, l'habitat, l'environnement. »

Écouter, c'est dire les traumatismes parfois profonds. Un petit qui pleure quand sa mère ouvre le robinet d'eau, un homme qui n'arrive plus à se détendre sous la douche, des enfants que la pluie effraie.

Écouter, c'est s'assurer d'être au plus proche des besoins ; en particulier de ceux que l'on n'entend pas. C'est entamer une *« démarche ouverte vers le futur (...) avec la participation des milliers de personnes concernées, en prenant en compte leur diversité, leurs difficultés, leur créativité. »* Construire l'avenir sans elles ne serait pas juste.

À l'heure où il est question de reconversion de 11 quartiers sinistrés (dans les communes de Limbourg, Pepinster, Trooz, Chaudfontaine, Esneux, Liège, Rochefort, Theux et Verviers), en quartiers dits « durables », avec des préoccupations environnementales, de développement économique, d'infrastructures publiques..., il serait utile d'y associer les personnes en situation précaire et les associations qui leur sont proches. Les rencontres bimestrielles entre le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et les deux commissaires à la reconstruction donneront peut-être corps à cette prise en compte. Elles représentent un signal positif.

L'attention doit se maintenir, alors que l'épuisement apparaît, que les tensions et l'agressivité montent face aux compagnies d'assurance notamment. Il faut soutenir la réouverture de lieux d'écoute, d'échanges, de passage d'informations, d'accompagnement.

7

Catherine Daloze
Chargée d'études pour Action Vivre Ensemble



Avec le soutien de la



Disponible sur www.vivre-ensemble.be | Exemplaires sur demande :
info@vivre-ensemble.be 02 227 66 80